

# Un gouvernement au service du Medef

■ Le gouvernement mène une offensive tous azimuts sur tous les terrains ■ Désavoué dans les urnes au printemps dernier, il poursuit une politique au service des classes les plus favorisées ■ Il répond favorablement à la plupart des exigences du patronat ■

## Profits spectaculaires

Les grands groupes français affichent des profits spectaculaires pour le premier semestre 2004. Ainsi, Axa a engrangé un résultat net en hausse de 590 %. Renault voit son bénéfice net progresser de 28,5 % (1,51 milliard d'euros)... Les profits nets de l'ensemble des 40 premiers groupes cotés en Bourse devraient progresser de 21% en 2004.

## Le chantage à l'emploi

Le gouvernement annonce une croissance de 2,5% en 2004, mais les emplois ne suivent pas. Le nombre de chômeurs ne diminue pas. Un actif sur dix est touché par le chômage.

Dans ce contexte, le patronat ne se gêne pas pour accroître la pression sur les salariés. Un chantage intolérable a eu lieu dans plusieurs entreprises : ou bien les salariés acceptent les suppressions d'emplois, l'augmentation de leur temps de travail et la réduction de leur salaire, ou bien c'est la fermeture et la délocalisation !

Pourtant les délocalisations ne représentent aujourd'hui que 5 % des suppressions d'emplois et bien d'autres facteurs que le coût du travail rentrent en ligne de compte pour les entreprises. En effet, celui-ci est d'abord mis en relation avec la productivité du travail et les salariés français sont parmi les plus productifs au monde.

De plus, la qualité des infrastructures de transport et de communication ainsi que l'existence d'un marché pour écouler leurs marchandises sont des éléments pris en compte pour la localisation des entreprises. Si tel n'était pas le cas, il ya longtemps qu'il n'y aurait plus d'entreprises dans les pays développés.

Les grands groupes exercent des pressions considérables sur les entreprises sous-traitantes pour réduire les coûts.

Ce qui est en cause dans tout cela, c'est bien l'augmentation des profits des entreprises. Les investisseurs exigent des taux de profits de plus en plus élevés: cela se fait toujours au détriment de l'emploi et des conditions de travail.

## Travailler plus pour gagner moins

Le gouvernement et le patronat s'appuient mutuellement pour remettre en cause les 35 heures. La loi Aubry avait souvent conduit à la mise en place d'une plus grande flexibilité et d'un gel des salaires, en échange des 35 heures. Elle avait aussi permis des exonérations de cotisation sociale très importantes pour le patronat, de l'ordre de 17 milliards. Aujourd'hui, le patronat exige la remise en cause des 35 heures comme durée légale du temps de travail. Il s'agirait de permettre aux salariés de pouvoir, soi-disant, choisir «librement» leur temps de travail.

En fait l'objectif du patronat est d'obtenir la remise en cause des dispositions favorables des 35 heures, comme les jours de RTT, tout en maintenant la flexibilité et le gel des salaires. Pour répondre à cette exigence patronale, le gouvernement envisage de baisser au maximum le taux des heures supplémentaires : elles passeraient de 25 % à 10 % !

Résistance

2004

Al'initiative des salariés de STMicroelectronics et de Thomson, s'est constitué à Rennes un collectif «résistance 2004» qui vise à fédérer les luttes contre les licenciements et pour garantir le droit au travail. En effet, face à la multiplication des plans de licenciement, il est important que les salariés concernés ne restent pas isolés. Ce collectif a lancé un appel exigeant la modification de la législation sociale afin de garantir le pouvoir décisionnel des salariés dans leur entreprise, d'assurer le contrôle des fonds publics alloués aux entreprises, de garantir le droit à un emploi et à un salaire ou à un revenu de remplacement.

L'Union syndicale-G10 Solidaires appuie cette initiative et appelle à relayer largement l'appel de «résistance 2004».

Appel sur le site : [www.boulevard-de-la-lutte.org](http://www.boulevard-de-la-lutte.org)

## Le pouvoir d'achat en baisse

Le taux officiel de l'inflation est de 2% mais les dépenses courantes incompressibles ont augmenté deux fois plus vite que l'inflation d'après l'Institut national de la consommation. Plus 5,1% en moyenne pour les loyers depuis janvier 2004, plus 2,8% pour les transports publics, plus 2,7% pour l'électricité...

Pour 2003 et 2004, les salaires des fonctionnaires n'ont été revalorisés que de 0,5%, alors que les pertes de pouvoir d'achat se montent au minimum à 5%... Dans le privé, les salaires sont quasiment bloqués partout. Mais pour les dirigeants des grandes entreprises, ce n'est pas la même histoire... Ainsi le PDG d'Aventis a touché plus de 15 millions d'euros d'indemnités pour avoir vendu Aventis à Sanofi. France Télécom, entreprise publique qui supprime des dizaines de milliers d'emplois, vient de décider de consacrer 1 milliard d'euros pour ses dirigeants.

Le gouvernement n'a pas la même attitude selon qui revendique : ainsi les chirurgiens libéraux ont obtenu, au détriment du budget de la sécurité sociale, 60 millions d'euros de revalorisation de leurs honoraires ; pourtant, ils bénéficiaient déjà des rémunérations les plus élevées parmi les médecins, notamment à cause des dépassements d'honoraires. Cela représente une augmentation salariale de 15 % pour 2004. C'est un nouveau cadeau à une des catégories largement favorisées !

## Une loi de finances antisociale

Le projet de loi de finances pour 2005 vise surtout à alléger la fiscalité du patrimoine, des revenus et des entreprises. C'est par exemple l'allègement des impôts sur la transmission du patrimoine (les donations, les successions) qui profitent, quoiqu'en dise le gouvernement, aux familles les plus aisées ; ou bien, les baisses d'impôt liées à l'emploi d'un salarié à domicile... Ces mesures s'ajoutent aux choix des années antérieures et profiteront, une fois de plus, aux ménages les plus aisés. Cela conduira à aggraver les inégalités et à renforcer l'injustice fiscale.

## Les services publics en danger

Changement de statut d'Edf voté au début de l'été, poursuite de la privatisation de France Télécom, projet de suppression de nombreux bureaux de poste... Des milliers de suppression d'emplois dans la Fonction publique, en particulier dans l'Education nationale... Tout cela s'inscrit dans la même logique de casse les grands services publics de réseau et d'affaiblissement des missions des autres services publics.

## Les droits sociaux dans le collimateur

La mort de deux contrôleurs du travail, assassinés dans l'exercice de leur mission, s'inscrit tragiquement dans un climat où le patronat réclame une «modernisation» du Code du travail qui serait trop contraignant pour les patrons. L'objectif du Medef est d'affaiblir le plus possible les protections des salariés contenues dans le Code du travail ou les conventions collectives. Ce dont rêve le patronat, c'est de contrats de travail négociés individuellement entre le salarié et le patron.

## Reconstruire des mobilisations

Face à ces attaques tous azimuts, il est nécessaire de construire des mobilisations les plus larges possibles. Dans les entreprises, dans les administrations, il faut s'opposer pied à pied à chaque mesure antisociale.

Quand une entreprise est menacée de liquidation, la mobilisation des salariés doit être appuyée par des collectifs de soutien regroupant syndicats, associations, citoyens...

La défense des services publics est l'affaire de tous : celle des salariés des entreprises concernées, mais aussi celle de tous les citoyens qui sont attachés à des services publics de qualité et de proximité.

Salaires, précarité et chômage, défense des services publics, défense des garanties collectives... toutes les raisons sont là de s'organiser collectivement pour défendre nos droits et faire reculer le gouvernement et le patronat.